

---

SOUS-COMITÉ DU COMMERCE ET DE L'ENVIRONNEMENT

EXPORTATION DE PRODUITS INTERDITS SUR LE MARCHÉ INTERIEUR

Note d'information du secrétariat

1. La présente note a été établie par le secrétariat, à la demande du Sous-Comité, en vue de communiquer des renseignements sur l'état et la genèse de la question au GATT et sur les faits nouveaux survenus récemment aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du GATT. Elle passe également en revue les faits nouveaux concernant d'autres instruments internationaux connexes et les travaux du Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international qui peuvent avoir des incidences sur toute action future dans ce domaine.

Genèse de la question de l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur au GATT<sup>1</sup>

2. La question de l'"exportation de produits interdits sur le marché intérieur" a été soulevée pour la première fois par le Nigéria et Sri Lanka au cours des travaux préparatoires de la Réunion ministérielle de 1982 (document PREP.COM/W/16). Elle a été inscrite au programme de travail du GATT lors de la Réunion ministérielle de 1982, à la suite des craintes exprimées par des pays en développement devant la tendance croissante de branches de production et d'entreprises à exporter des produits dont la vente sur le marché intérieur était soit interdite soit strictement réglementée en vue de protéger la santé et la sécurité des personnes ou l'environnement. La Déclaration ministérielle adoptée à la trente-huitième session des PARTIES CONTRACTANTES tenue à l'échelon ministériel disposait à ce sujet ce qui suit:

"Les PARTIES CONTRACTANTES décident que les parties contractantes notifieront au GATT, dans toute la mesure du possible, les produits fabriqués et exportés par elles, mais dont leurs autorités nationales ont interdit la vente sur leur marché intérieur pour des raisons tenant à la santé ou à la sécurité des personnes. A leur session de 1984, les PARTIES CONTRACTANTES examineront, à la lumière du fonctionnement de cette procédure de notification, s'il y a lieu d'étudier les problèmes concernant les exportations de produits interdits sur le marché intérieur qui relèvent du GATT, et quelle action pourrait être entreprise pour traiter ces problèmes."<sup>2</sup>

3. Les renseignements en question ont été communiqués conformément au schéma de notification proposé par le secrétariat.<sup>3</sup> En 1984, 23 notifications avaient été reçues et distribuées sous les cotes DPG/NOTIF.83.1 à DPG/NOTIF.84.5. Il a été reconnu que les notifications reçues jusque-là ne

---

<sup>1</sup>Les renseignements donnés dans cette section sont dans une large mesure repris des documents du GATT L/6467, 2 février 1989, et L/5907, 22 novembre 1985.

<sup>2</sup>Déclaration ministérielle adoptée le 28 novembre 1982, IBDD, S29/20.

<sup>3</sup>Le schéma a été proposé dans l'aérogamme GATT/AIR/1885.

constituaient pas une base de données suffisante pour déterminer la façon dont les problèmes relevant du GATT pourraient être étudiés. En conséquence, une deuxième demande de notification a été formulée en 1984 à la quarantième session des PARTIES CONTRACTANTES dans une décision relative à l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur (L/5759/Rev.1). Cette décision prévoyait l'envoi d'un projet d'aérogamme<sup>4</sup> qui précisait la nature de mesures devant être notifiées et en augmentait le nombre. On pouvait y lire ce qui suit:

"Bien que le schéma de notification ait été destiné à englober tous les types de marchandises produits et exportés par des parties contractantes dont la vente est interdite, les notifications présentées faisaient état uniquement de l'inexistence de ces pratiques. En conséquence, les renseignements fournis jusqu'ici ne semblent pas constituer une base de données suffisante pour que les parties contractantes puissent se prononcer sur la nécessité d'étudier les problèmes relevant de l'Accord général dans le contexte des exportations de produits dont la vente sur le marché intérieur est interdite.

Dans le but d'améliorer la base de données, toutes les parties contractantes sont priées de répondre le plus rapidement possible à l'invitation qui leur a été adressée dans le GATT/AIR/1885 en indiquant autant que possible toutes les marchandises produites et exportées par elles dont leurs autorités nationales interdisent la vente sur leur marché intérieur pour des raisons tenant à la santé et à la sécurité des personnes. A cet égard, il est suggéré que les parties contractantes communiquent au secrétariat, dans toute la mesure du possible, toutes les informations pertinentes qui permettraient de préparer, pour le milieu de 1985, une documentation de base destinée à faciliter l'examen de la question. Cette documentation porterait également sur les travaux entrepris dans d'autres organisations."<sup>5</sup>

4. Au milieu de l'année 1985, le secrétariat avait reçu cinq notifications supplémentaires. Il a en outre établi une note d'information sur les activités des autres organisations dans des domaines connexes.<sup>6</sup> Cette note était une première tentative de dresser un tableau des activités des autres organisations internationales dans le domaine de l'échange d'informations concernant le commerce international des produits interdits sur le marché intérieur. Elle a été mise à jour à plusieurs reprises pendant toute la période où la question a été examinée.<sup>7</sup> En juillet 1985, des consultations ont eu lieu avec les délégations intéressées sur la base des renseignements donnés dans ces documents. Un nouvel aérogamme a été envoyé, dans lequel il était suggéré que la communication de renseignements analogues par toutes les parties contractantes permettrait de comprendre plus facilement les problèmes qui se posaient. Le secrétariat a reçu sept notifications supplémentaires et une autre consultation avec les délégations intéressées s'est tenue en novembre 1985.

5. A cette époque, le secrétariat a estimé que les consultations faisaient apparaître qu'il était généralement reconnu que l'exportation de produits dont la vente sur un marché intérieur particulier n'était pas autorisée pour des raisons tenant à la santé ou à la sécurité des personnes était un sujet de préoccupation pour les parties contractantes. Un document du secrétariat résumant les résultats des consultations indiquait ce qui suit:

---

<sup>4</sup>GATT/AIR/2087, 4 décembre 1984.

<sup>5</sup>Ibid.

<sup>6</sup>DPG/W/1, 6 mai 1985.

<sup>7</sup>Voir documents L/6459, 30 janvier 1989; L/6459/Rev.1, 24 novembre 1989 et L/6459/Rev.1/Corr.1, 30 mars 1990; DPG/W/4, 11 octobre 1989; DPG/W/4/Rev.1, 24 novembre 1989 et DPG/W/4/Rev.1/Corr.1, 30 mars 1990.

"... Les débats ont mis en lumière les problèmes de définition des produits "interdits sur le marché intérieur", compte tenu des pratiques de telle ou telle partie contractante, pratiques qui peuvent consister en une certification positive plutôt qu'en une interdiction ou une restriction. La documentation notifiée ... sur [les] dispositions législatives a fourni des éclaircissements utiles sur les pratiques de ces pays en matière de production et d'exportation de ces produits, qui varient considérablement d'un pays à l'autre. La question de savoir jusqu'à quel point la responsabilité de prendre des mesures en vue de limiter le commerce de ces produits devrait incomber essentiellement aux gouvernements des pays exportateurs ou des pays importateurs a également été soulevée. Dans ce contexte, mention a été faite de la communication d'informations suffisantes aux pays importateurs et de la capacité de ces derniers à formuler ou à appliquer des critères adéquats pour autoriser ou interdire la vente de ces produits importés. Un certain nombre de délégations ont appelé l'attention sur la complexité des problèmes à l'examen et sur les problèmes pratiques posés par la gestion de ce commerce.

... Certaines délégations ont mentionné les dispositions de l'article XX b) [de l'Accord général]. L'opinion a été formulée que les procédures de notification prévues dans l'Accord relatif aux obstacles techniques au commerce peuvent servir de base à une meilleure circulation de l'information et d'orientation aux mesures que pays exportateurs et pays importateurs devraient prendre. A cet égard, la question de l'extraterritorialité des normes a été soulevée. On a également évoqué le risque que des interdictions d'exporter décrétées par des pays qui appliquent des normes de produits rigoureuses n'entraînent un détournement des échanges au profit de pays exportateurs dont les normes sont moins rigoureuses."<sup>8</sup>

6. En 1986, au moment des premiers échanges de vues visant à lancer le Cycle d'Uruguay, le Groupe de hauts fonctionnaires et, ultérieurement, le Comité préparatoire ont examiné la possibilité d'inscrire la question au programme des négociations. Plusieurs pays en développement étaient favorables à cette idée, mais d'autres estimaient que les travaux dans ce domaine devaient être menés dans le cadre des activités ordinaires du GATT et c'est leur point de vue qui a prévalu. A la fin de la session extraordinaire des PARTIES CONTRACTANTES à Punta del Este, le Président de la Réunion ministérielle, recommandant l'adoption de la Déclaration ministérielle sur les Négociations d'Uruguay, a fait l'observation suivante "sur un certain nombre de questions soulevées par les délégations, il n'y a pas, pour le moment, de volonté commune de négociation. Il s'agit notamment de l'exportation de substances dangereuses ..."<sup>9</sup>

7. Par la suite, en novembre 1986, à la quarante-deuxième session des PARTIES CONTRACTANTES, il a été formellement convenu que les travaux dans ce domaine devraient être effectués dans le cadre du programme de travail normal et que:

"1. Les parties contractantes devraient engager des consultations en vue de définir des principes d'action concernant le commerce des produits interdits sur le marché intérieur, en tenant compte des éléments suivants:

- a) notification des lois et règlements applicables en la matière;
- b) informations sur les mesures visant expressément à restreindre ou à interdire la vente sur le marché intérieur, l'exportation ou l'importation de produits pour des raisons tenant à la santé ou la sécurité des personnes;

---

<sup>8</sup>L/5907, 22 novembre 1985.

<sup>9</sup>Déclaration ministérielle sur les Négociations d'Uruguay, Déclaration du 20 septembre 1986, IBDD, S33/31.

- c) nécessité de rester en étroit contact avec les autres organisations internationales compétentes qui opèrent dans ce domaine et d'éviter autant que possible la duplication des renseignements fournis dans le cadre d'autres organisations;
- d) procédures de consultation entre les parties contractantes intéressées sur tout problème qui pourrait se poser du fait de telles mesures;
- e) examen périodique de l'évolution de la situation.

2. Un rapport sur ces conclusions sera présenté aux PARTIES CONTRACTANTES à leur quarante-troisième session."<sup>10</sup>

8. Comme documentation de base pour les consultations, le secrétariat a distribué une note qui récapitulait les renseignements provenant des 13 notifications communiquées par les parties contractantes au sujet des dispositions et mesures juridiques appliquées aux produits interdits sur le marché intérieur. On y trouvait une liste des produits interdits sur le marché intérieur et dont l'exportation était également interdite, établie à partir des renseignements plus détaillés figurant dans la note sur les législations et réglementations relatives à la production et au commerce de produits interdits sur le marché intérieur. Elle énumérait également toutes les notifications que le secrétariat avait reçues concernant les exportations de produits interdits sur le marché intérieur. Les produits cités étaient notamment les suivants: certains produits chimiques comme des liquides fortement toxiques, le benzène, certains chlorures, le PCT et l'amiante; certains produits pharmaceutiques destinés à usage humain ou vétérinaire, les produits paramédicaux et les substances cancérigènes; les engrais, pesticides et autres produits phytosanitaires; certaines substances utilisées dans les produits alimentaires et les aliments pour animaux, comme les additifs; les détergents, les cosmétiques et les produits de parfumerie; certaines substances utilisées dans les jouets et les accessoires de voitures; certaines substances utilisées pour traiter les produits, comme le plomb; des produits dangereux spécifiques comme les bougies à rallumage instantané, certains planeurs-jouets, les chaussures flottantes instables, les substances inflammables, la poudre à canon, les explosifs et le matériel militaire; les substances radioactives et les substances toxiques et nocives.<sup>11</sup>

9. Lors de consultations informelles tenues avant la session des PARTIES CONTRACTANTES de 1987, les délégations ont noté que le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) avait récemment adopté des directives concernant des produits chimiques interdits ou strictement réglementés qui entraient dans le commerce international. Il a été noté que ces directives ainsi que les travaux en cours dans d'autres organisations devraient être examinés de près de manière à déterminer la nature et la forme de l'action qui pourrait être menée au GATT. En conséquence, à leur quarante-troisième session, les PARTIES CONTRACTANTES sont convenues qu'il fallait plus de temps pour tenir des consultations et qu'un rapport sur les nouvelles consultations serait présenté à la quarante-quatrième session.

10. En 1988, il y a eu deux séries de consultations. A la quarante-quatrième session des PARTIES CONTRACTANTES, M. C. Carlisle, qui était alors Directeur général adjoint, a rendu compte des progrès réalisés lors de ces consultations. Il a indiqué que, pour servir de base au débat, la délégation du Nigéria avait fait distribuer une note technique exposant le type d'action qu'elle proposait dans ce domaine pour réglementer le commerce de ces produits.<sup>12</sup> Il a ajouté ce qui suit:

---

<sup>10</sup>IBDD, S33/60.

<sup>11</sup>DPG/W/3, 23 décembre 1986.

<sup>12</sup>Ce document a été ultérieurement distribué sous la cote MTN.GNG/W/18, 17 novembre 1988.

"... Au cours des consultations, les délégations ont été invitées à traiter des points ci-après: 1) Qu'est-ce qui empêche les pays en voie de développement de prendre des mesures pour interdire les importations de produits interdits sur le marché intérieur des pays exportateurs ou de déchets dangereux? 2) Que font les pays qui exportent ces produits pour réglementer ces exportations? 3) Les dispositions prises dans d'autres organisations internationales sont-elles opérantes? Cette dernière question s'adressait aussi bien aux pays en voie de développement qu'aux pays développés.

Sur le premier point, les représentants de certains pays en voie de développement ont expliqué que, dans la plupart des cas, ils étaient incapables d'interdire les importations de produits dangereux parce que leurs gouvernements ne savaient pas que la vente de ces produits sur les marchés intérieurs des pays exportateurs était interdite ou limitée. En outre, il était également courant, en particulier dans le cas des substances et déchets dangereux, que les exportateurs fassent de fausses déclarations. Par ailleurs, les autorités douanières d'un grand nombre de pays en voie de développement n'avaient pas d'installations d'essai suffisantes pour vérifier la véracité des déclarations des exportateurs. D'après les représentants des pays en voie de développement, l'absence de réglementations en matière de protection des consommateurs dans de nombreux pays en voie de développement permettait aussi aux autres pays de commercialiser dans ces pays en voie de développement des produits pharmaceutiques, des produits alimentaires et d'autres produits après les dates indiquées sur les étiquettes des fabricants.

Au sujet des mesures prises par les pays développés pour réglementer le commerce de ces produits, la plupart des délégations ont répondu que leurs gouvernements jugeaient ce problème grave et ont évoqué les mesures exigeant que les entreprises fassent savoir aux autorités si des produits interdits à la vente étaient exportés vers d'autres pays. Des pays développés ont déclaré que d'autres mesures étaient à l'étude afin de rendre plus efficaces les systèmes d'échange de renseignements.

Sur le troisième point, aussi bien les pays développés que les pays en voie de développement ont estimé que des organisations internationales comme l'OMS, la FAO et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, ainsi que des organisations régionales comme l'OCDE, avaient élaboré des directives et des procédures utiles pour la notification et l'échange de renseignements. Toutefois, certaines délégations ont estimé qu'il faudrait examiner plus attentivement l'application de ces dispositions afin de décider si une action complémentaire dans le cadre du GATT serait nécessaire et efficace. Ces délégations ont également fait observer que les problèmes qui se posaient dans ce domaine étaient hautement techniques et elles n'étaient pas sûres que les experts de la politique commerciale qui participaient normalement aux réunions du GATT puissent traiter efficacement de ces questions. Toutefois, certaines de ces délégations ont pensé que le GATT pourrait ... jouer un rôle utile en suivant les travaux effectués dans d'autres organisations. D'autres délégations, principalement de pays en voie de développement, ont expliqué que l'une des raisons pour lesquelles les dispositions élaborées par d'autres organisations internationales n'étaient pas pleinement efficaces tenait à ce que ces dispositions avaient un caractère facultatif et n'imposaient pas d'obligations contraignantes. Ces délégations pensent que les résultats en la matière sont quelque peu mitigés. Elles considèrent donc qu'il est nécessaire d'utiliser le GATT pour imposer des obligations contraignantes, aussi bien aux pays exportateurs qu'aux pays importateurs. Selon elles, l'objectif de toute action entreprise au GATT serait non pas d'établir de nouvelles procédures de

notification et d'échange de renseignements comme il en existe déjà ailleurs, mais plutôt d'élaborer des règles qui renforceraient la mise en oeuvre de ces dispositifs."<sup>13</sup>

11. Les PARTIES CONTRACTANTES sont convenues de demander au secrétariat de tenir de nouvelles consultations informelles en vue de permettre au Conseil de prendre, au besoin, les dispositions appropriées pour poursuivre les travaux. Après cette réunion, les délégations du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Nigéria, de Sri Lanka et du Zaïre ont fait distribuer une communication au Comité des négociations commerciales pour essayer d'obtenir que cette question soit inscrite à l'ordre du jour de la Réunion ministérielle de Montréal. La communication, développant la note technique présentée antérieurement, indiquait comment un mécanisme ou accord éventuel dans ce domaine pourrait se dessiner.<sup>14</sup> Elle décrivait l'ampleur du problème, soulignait le caractère inadéquat de l'action menée au plan international et définissait les principaux objectifs d'un éventuel accord au GATT dans ce domaine. Il y était en particulier suggéré ce qui suit:

"... On pourrait peut-être, dans le cadre du GATT, élaborer un accord ou un code de conduite, inspiré de l'Accord relatif aux obstacles techniques au commerce ...

Le principal objectif d'un tel accord pourrait être d'énoncer le principe selon lequel un gouvernement doit accorder toute l'attention voulue, lors de l'élaboration des règlements, à la protection de l'environnement, de la santé et de la vie, non seulement sur le territoire national, mais aussi dans les autres pays. Il s'appliquerait entre autres:

- i) à tous les produits qui, sur le marché intérieur d'un pays:
  - a) sont interdits à la vente
  - b) dont la vente est strictement réglementée ou contrôlée
  - c) sont retirés du marché
- et ii) aux déchets industriels, toxiques et autres dont l'évacuation sur le marché intérieur est strictement réglementée ou contrôlée,

parce qu'ils présentent un danger pour la santé ou la sécurité des personnes, la vie ou la santé des animaux ou des plantes ou pour des raisons de protection de l'environnement.

En ce qui concerne les déchets industriels et toxiques et autres substances jugées intrinsèquement dangereuses (par exemple ceux qui relèvent du point ii) ci-dessus), l'accord devrait prévoir une interdiction totale d'exporter. Une telle mesure serait conforme au principe selon lequel les déchets créés lors d'un processus de production devraient être recyclés, retraités ou évacués dans le pays de production étant donné que dans la plupart des cas il est impossible, pour le pays exportateur, d'évaluer avec justesse si les installations de stockage, de recyclage ou d'évacuation sont adéquates dans le pays importateur, en particulier lorsqu'il s'agit de pays en voie de développement.

Pour ce qui est des autres produits (par exemple ceux relevant du point i) ci-dessus), les gouvernements devraient, lors de l'élaboration des règlements, accorder toute l'attention voulue à la question de savoir s'il faut interdire ou réglementer les exportations de ces produits. Dans les cas où l'interdiction d'exporter n'est pas jugée souhaitable et appropriée, compte tenu de facteurs tels que les conditions écologiques et climatiques différentes et certaines particularités

---

<sup>13</sup>SR.44/2, 30 novembre 1988, pages 2 et 3.

<sup>14</sup>MTN.TNC/W/14, 30 novembre 1988.

dans les habitudes alimentaires, les règlements devraient disposer que les exportations seront soumises au système des licences et définir les conditions de délivrance de ces dernières. Ainsi pourrait-il être prévu, entre autres conditions, que, pour les produits appartenant à ce groupe (par exemple, produits chimiques, pesticides dangereux, substances radioactives, déchets toxiques), les licences d'exportation ne seront délivrées que lorsque l'autorité de contrôle du pays importateur aura donné son consentement préalable en connaissance de cause à l'importation de ces produits.

L'accord devrait non seulement énoncer des règles pour ce qui est des mesures que devraient prendre les pays exportateurs, mais également viser à renforcer l'action d'organisations telles que l'ONU, la FAO, l'OMS et le PNUE en encourageant vivement les pays membres à prendre véritablement part aux plans de notification et d'échange d'informations et aux travaux techniques pertinents de ces organisations.

Enfin, le dispositif institutionnel qui sera établi au titre d'un tel accord devrait, en prévoyant des mécanismes de consultation et de règlement des différends, permettre à la communauté internationale de surveiller et de réglementer le commerce de ces produits de manière efficace."<sup>15</sup>

12. La question a été abordée à la Réunion ministérielle de décembre 1988. Dans ses observations récapitulatives, le Président a indiqué ce qui suit:

"des délégations ont, dans leurs déclarations, souligné la nécessité d'engager rapidement au GATT une action en vue de réglementer le commerce des produits interdits sur le marché intérieur et d'autres substances dangereuses. Le Président croit savoir que cette question est traitée dans le cadre du programme de travail ordinaire du GATT et suggère, par conséquent, que le Conseil du GATT soit chargé de prendre rapidement une décision appropriée en vue d'examiner l'action complémentaire qui pourrait devoir être entreprise au GATT, compte tenu des travaux effectués dans d'autres organisations internationales."<sup>16</sup>

*Groupe de travail de l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur et d'autres substances dangereuses*

13. A la réunion suivante du Conseil du GATT, le 20 décembre 1988, il a été convenu d'inscrire la question de l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur à l'ordre du jour de la réunion de février du Conseil, pour plus ample examen. Pendant le premier semestre de 1989, les consultations informelles se sont poursuivies pour déterminer l'action à entreprendre. Finalement, en juillet 1989, le Conseil du GATT est convenu d'établir un groupe de travail chargé d'examiner la question sur un plan technique. Le mandat du Groupe se lit comme suit:

"... le Conseil convient d'établir un Groupe de travail de l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur et d'autres substances dangereuses qui, eu égard aux obligations et principes énoncés dans l'Accord général et en considération des travaux des autres organisations internationales concernant ces produits et substances, examinera les aspects liés au commerce qui ne sont peut-être pas traités de manière adéquate, et présentera un rapport au Conseil.

---

<sup>15</sup>Ibid., pages 3 et 4.

<sup>16</sup>MTN.TNC/8(MIN), 17 janvier 1988, pages 11 et 12.

Le Groupe de travail devrait tenir compte des caractéristiques spécifiques des produits interdits sur le marché intérieur et de celles des autres substances dangereuses, ainsi que de la nécessité d'éviter que ses travaux ne fassent double emploi avec ceux d'autres organisations internationales.

Le Groupe de travail devrait achever ses travaux pour le 30 septembre 1990 au plus tard et soumettre un rapport de situation aux PARTIES CONTRACTANTES à leur quarante-cinquième session, en 1989."<sup>17</sup>

14. Le Groupe de travail s'est réuni 15 fois entre septembre 1989 et juin 1991. A sa première réunion, notant qu'il était chargé d'examiner les aspects liés au commerce en considérant les travaux des autres organisations internationales, il est convenu d'inviter à assister à ses réunions, en qualité d'observateurs, des représentants du PNUE, de la FAO, de l'OMS, du Secrétariat de l'ONU, de l'OIT, du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, de l'OCDE, du CCI et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Pendant toute la période d'activité du Groupe de travail, ces représentants ont fourni des avis et des conseils techniques aux délégations, au Président et au secrétariat. Leurs communications ont souvent été reproduites en annexe aux comptes rendus des réunions.<sup>18</sup>

15. A la deuxième réunion, la délégation nigériane a présenté un document donnant des renseignements précis au sujet des produits interdits sur le marché intérieur et d'autres substances dangereuses qui avaient été exportés vers le Nigéria. Elle a exposé des idées concernant un accord ou un instrument juridique à adopter dans le cadre du GATT, sur la base des éléments et du champ d'application indiqués dans sa précédente proposition (MTN.GNG/W/18), présentée avec les délégations du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de Sri Lanka et du Zaïre. L'accent était mis sur les trois points ci-après, à inclure dans tout accord en la matière:

- le commerce international de produits, dont la vente, la distribution ou la consommation sont prohibées ou strictement réglementées dans le pays de production, doit être interdit et/ou réglementé;
- les produits destinés à la réexportation doivent également être contrôlés;
- la décision d'importer ou de ne pas importer un produit doit incomber également à l'importateur et à l'exportateur.<sup>19</sup>

16. Pour la quatrième réunion, le secrétariat avait établi un document intitulé "Note documentaire sur les dispositions de l'Accord général et les accords issus des NCM applicables en l'espèce et les propositions faites à ce sujet dans le cadre de l'Uruguay Round".<sup>20</sup> Cette note, qui a stimulé les débats au Groupe de travail, traitait des articles I, III, XI, XIII et XX dans le contexte de la question à l'étude ainsi que de l'Accord relatif aux obstacles techniques au commerce et de l'Accord relatif aux procédures en matière de licences d'importation. Elle comportait une annexe sur les systèmes d'inspection avant expédition. En réponse à cette note, la délégation du Cameroun a fait distribuer une déclaration portant la cote DPG/W/7.

---

<sup>17</sup>C/W/605/Rev.1, 19 juillet 1989.

<sup>18</sup>Les comptes rendus des réunions du Groupe de travail sont publiés sous les cotes Spec(89)48 et 52; Spec(90)3, 12, 20, 27, 36 et 39; et Spec(91)3, 4, 23, 60 et 62.

<sup>19</sup>DPG/W/5, 8 novembre 1989.

<sup>20</sup>DPG/W/6, 2 février 1990.



17. A la cinquième réunion, en mai 1990, les délégations du Cameroun et du Nigéria ont présenté une proposition traitant des objectifs, des principes et de la portée d'un accord dans ce secteur.<sup>21</sup> Les éléments à inclure dans cet accord étaient notamment les suivants:

- obligations contraignantes imposées aux parties contractantes en ce qui concerne le contrôle des exportations de produits dont la vente est interdite sur le marché intérieur ou strictement réglementée parce qu'ils sont dangereux pour la vie des personnes et des animaux, la préservation des végétaux et la protection de l'environnement;
- obligations en matière de publication énoncées dans l'article X de l'Accord général;
- obligation contraignante pour les parties contractantes de participer aux mécanismes établis par d'autres organisations internationales travaillant dans ce domaine;
- mécanisme de règlement des différends prévoyant la possibilité de prendre des mesures provisoires destinées à limiter les dommages et le versement d'indemnités en cas de dommages qui pourrait être décidé à l'issue d'une procédure de règlement des différends.

18. Une seconde proposition a été présentée par les Communautés européennes.<sup>22</sup> A la réunion, le représentant de la CE a fait observer que les deux propositions avaient plusieurs éléments en commun; en particulier, elles visaient toutes deux à assurer une plus grande participation du GATT dans ce domaine. Toutefois, il existait entre elles des différences significatives. La proposition de la CE reposait sur un certain nombre de principes, dont les suivants:

- il faut reconnaître l'importance des mesures destinées à protéger l'environnement non seulement dans son propre pays mais aussi dans les autres et la valeur des efforts entrepris dans ce domaine par d'autres organisations internationales dont les compétences juridiques et techniques ne doivent pas être entamées;
- lorsqu'il existe des accords internationaux qui visent à réaliser les objectifs énoncés dans la proposition, les parties contractantes à l'Accord général doivent s'engager à les accepter et à les appliquer;
- il convient de ne pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce international;
- il convient de satisfaire aux prescriptions en matière de transparence et de publication énoncées dans l'article X de l'Accord général; et
- il faut établir une enceinte pour examiner l'application de l'instrument adopté au GATT compte tenu des faits nouveaux concernant les dispositions prises par d'autres organisations internationales.

19. Pour examen à la septième réunion, le Président a présenté un document de travail contenant un projet de décision relatif au commerce des produits interdits ou strictement réglementés et des substances dangereuses qui était fondé sur les deux propositions présentées par le Cameroun et le Nigéria, d'une part, et par la CE, d'autre part, et qui tenait compte des précisions apportées par leurs auteurs et des observations faites par d'autres délégations. Ce projet de décision a fait l'objet d'un débat, au niveau technique aussi bien que rédactionnel, à la septième réunion, aux quatre réunions suivantes et

---

<sup>21</sup>DPG/W/8, 30 mars 1990.

<sup>22</sup>DPG/W/9, 17 avril 1990.

à des réunions informelles additionnelles. Le texte a été révisé à de nombreuses reprises pour satisfaire aux exigences et tenir compte des avis des délégations et des experts techniques. En septembre 1990, au moment où le Groupe de travail aurait dû achever ses travaux, il est apparu clairement qu'il fallait plus de temps. En conséquence, à la réunion du Conseil de septembre 1990, le Président a demandé que le mandat du Groupe soit prorogé jusqu'à la fin de décembre 1990. En décembre, le Groupe avait fait des progrès importants au sujet du projet de décision. Les délégations du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Nigéria, du Sénégal et du Zaïre en ont communiqué le texte, par l'intermédiaire du Groupe de négociation sur les marchandises, à la Réunion ministérielle de Bruxelles du Comité des négociations commerciales tenue en décembre 1990 pour informer les participants des progrès réalisés sur les questions de fond.<sup>23</sup> Le Président du Groupe de travail a par ailleurs soumis un rapport contenant le projet de décision à la quarante-sixième session des PARTIES CONTRACTANTES en décembre 1990<sup>24</sup>, dans lequel il indiquait que le Groupe n'avait pas pu arriver à un consensus sur le texte tel qu'il se présentait mais que, étant donné les progrès importants réalisés, il demandait une nouvelle prorogation du mandat du Groupe jusqu'à la fin de mars 1991 pour que ce dernier puisse achever ses travaux.

20. A une réunion de mars du Groupe de travail, il est apparu clairement qu'une solution aux problèmes que posait le texte ne pouvait pas être trouvée et le Groupe de travail est convenu de demander au Conseil une nouvelle prorogation de son mandat jusqu'au 30 juin 1991. Il a été convenu que la délégation à laquelle le texte posait des problèmes, celle des Etats-Unis, s'efforcerait pendant cette période d'élaborer une proposition concernant sa révision et aurait des consultations avec les autres délégations. Les modifications proposées ont été distribuées sous la cote DPG/W/10 et ont fait l'objet d'un débat à une réunion tenue en mai. Le texte a ensuite été révisé pour reprendre certaines des propositions, mais l'accord n'a pas pu se faire sur d'autres. En conséquence, une autre proposition a été présentée par les Etats-Unis (DPG/W/11) et a été examinée à la dernière réunion de Groupe de travail en juin 1991. Malgré les efforts déployés, l'accord n'a pas pu se faire sur une version finale du texte.

21. A la réunion du Conseil de juillet 1991, le Président du Groupe de travail a rendu compte des résultats obtenus par le Groupe. Il a présenté un rapport auquel était joint le texte du projet de décision et a indiqué ce qui suit:

"A l'heure actuelle, le texte ci-joint a été accepté d'une manière générale par les délégations, mais le pays qui a formulé la réserve continue de ne pas pouvoir l'accepter sans le modifier. Il convient de noter, en outre, que des délégations ont présenté des propositions de modification de caractère rédactionnel, qui sont évoquées dans les comptes rendus de réunions (Spec(91)60 et Spec(91)62). Le Groupe de travail n'a donc pas pu achever sa tâche dans le délai qui lui avait été imparti.

Le Groupe de travail considère néanmoins qu'il demeure urgent de mettre en place un système de notification des produits interdits sur le marché intérieur. C'est pourquoi il recommande que le Conseil prenne les dispositions voulues pour que l'examen du projet de décision puisse se poursuivre, que ce soit en prorogeant le mandat du Groupe ou en adoptant tout autre moyen approprié."<sup>25</sup>

---

<sup>23</sup>Cette communication porte la cote MTN.TNC/W/39/Rev.1, 29 novembre 1990.

<sup>24</sup>L/6769, 12 décembre 1990.

<sup>25</sup>L/6872, 2 juillet 1991.

Le Conseil est convenu de proroger le mandat du Groupe de travail pour une période de trois mois qui commencerait à la date de la réunion suivante du Groupe et il a autorisé le Président du Conseil à tenir des consultations pour déterminer quand cette réunion aurait lieu. Le Groupe de travail ne s'est plus jamais réuni. Il a été convenu dans la Décision ministérielle sur le commerce et l'environnement adoptée à Marrakech d'inscrire la question au programme de travail du Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC.<sup>26</sup>

*Projet de décision relatif aux produits interdits ou strictement réglementés sur le marché intérieur*

22. Le texte du projet de décision de juillet 1991 institue un système de notification pour tous les produits, substances ou déchets dont il aura été déterminé par une partie contractante qu'ils présentent "un danger grave et direct pour la vie et la santé des personnes ou des animaux, pour la préservation des végétaux ou pour l'environnement sur le territoire de ladite partie contractante et qui, pour cette raison, sont interdits ou strictement réglementés sur son marché intérieur par décision réglementaire du gouvernement, à l'exclusion: des matières fissiles et radioactives; et des armes, des munitions et du matériel de guerre fournis directement ou indirectement aux forces armées". Le système de notification vise également les produits, les substances et les déchets dont il aura été déterminé par une partie contractante "qu'ils sont dangereux et qui, pour cette raison, doivent être obligatoirement éliminés conformément à une décision réglementaire du gouvernement, à l'exclusion: des déchets qui, en raison de leur fissilité ou de leur radioactivité, sont soumis à d'autres systèmes de contrôle internationaux, y compris des instruments internationaux, s'appliquant spécifiquement aux matières fissiles ou radioactives; et des déchets provenant de l'exploitation normale d'un navire et dont le rejet fait l'objet d'un autre instrument international".<sup>27</sup>

23. Ce projet de décision impose essentiellement trois obligations chaque fois qu'un produit est interdit ou strictement réglementé sur un marché intérieur. Premièrement, la partie contractante devrait examiner si l'exportation de ce produit devrait être soumise à des mesures équivalentes. Deuxièmement, si de telles mesures ne s'appliquent pas aux exportations, la partie contractante notifiera dans les moindres délais au secrétariat du GATT les mesures prises ainsi que les raisons pour lesquelles elles ont été adoptées. Le secrétariat du GATT transmettra ensuite toutes ces notifications aux points d'information établis conformément aux dispositions de la décision. Troisièmement, la partie contractante fournira sur demande des renseignements additionnels concernant le produit en question.<sup>28</sup>

24. Enfin, aux termes du projet de décision, les parties contractantes publieront toutes les lois, réglementations et décisions administratives dans la mesure où elles ont un rapport avec le commerce international des produits visés, un comité sera établi pour la tenue de consultations sur la mise en oeuvre et l'application de la décision, une assistance technique sera apportée à des conditions convenues d'un commun accord et les parties contractantes conviendront de se consulter au sujet de l'application de la décision afin de trouver des solutions mutuellement satisfaisantes à tout problème, sans préjudice des articles XXII et XXIII de l'Accord général.

25. La présence d'experts techniques d'organisations intergouvernementales pertinentes aux réunions ainsi qu'à de nombreuses réunions informelles a été mise à profit, en particulier, pour élaborer des définitions appropriées des termes "interdit" ou "strictement réglementé" sur la base des connaissances

---

<sup>26</sup>MTN.TNC/W/141, 29 mars 1994. Voir le septième point du programme de travail, page 3.

<sup>27</sup>L/6872, article premier.

<sup>28</sup>L/6872, article 3.

spécialisées et des travaux connexes d'autres organisations internationales<sup>29</sup>, pour déterminer les exceptions aux produits visés et bien saisir le champ d'application, le fonctionnement, la mise en oeuvre et les procédures de règlement des différends d'autres accords internationaux apparentés. Le champ d'application du projet de décision a été défini sur la base de ces travaux de même que les dispositions concernant la coordination avec les autres instruments internationaux connexes.

26. Une question importante, dont il est fait état dans le mandat du Groupe de travail, était la nécessité d'éviter le double emploi des activités dans ce secteur. A cet égard, le secrétariat a fait un très gros travail pour savoir quels autres instruments internationaux existaient concernant ces types de produits et comprendre leurs dispositions et obligations. Il en a dénombré onze qui ont été énumérés à l'annexe I du projet de décision. Le texte vise à donner la priorité aux obligations découlant de ces instruments en indiquant que l'obligation de notifier ne s'appliquera pas si le produit visé est couvert par l'un des instruments énumérés à l'annexe et si la partie contractante exportatrice est signataire dudit instrument ou y participe. Le projet de décision stipule également que ses dispositions n'affecteront pas les droits et les obligations des signataires ou des participants au titre de ces instruments et que la question de savoir si une partie contractante qui est signataire de l'un des instruments internationaux énumérés à l'annexe ou qui y participe applique les procédures prévues par cet instrument sera tranchée par l'organe qui, en vertu dudit instrument, a compétence pour le faire. Par ailleurs, les parties contractantes signataires d'autres instruments internationaux sont encouragés à participer pleinement aux activités entreprises en application de ces instruments et à les étendre à des produits additionnels, selon qu'il sera approprié. Les autres parties contractantes sont encouragées à adhérer à ces instruments.

27. Lors de l'examen du projet de décision, la définition du champ d'application a été influencée par les résultats de l'analyse des autres instruments internationaux en rapport avec ce secteur. En particulier, l'analyse a montré que les systèmes d'échange d'informations semblaient assez au point pour trois groupes de produits importants (produits chimiques, pesticides et produits pharmaceutiques). Pour les autres groupes de produits, notamment les biens de consommation, les travaux, lorsqu'ils avaient été engagés, en étaient au stade préliminaire. La Liste récapitulative des produits dont la consommation et/ou la vente sont interdites, rigoureusement réglementées et/ou non approuvées par les gouvernements, établie par l'ONU, donne quelques informations sur les biens de consommation, mais il s'agit essentiellement d'un document de référence. En outre, elle contient des renseignements uniquement pour les produits de consommation qui sont dangereux du fait de leur composition chimique. La Recommandation concernant l'innocuité des biens de consommation et les procédures de rappel des produits dangereux vendus au public, élaborée par l'OCDE, tout en étant en rapport avec la question à l'étude, ne vise que les échanges de renseignements entre les pays de l'OCDE.

28. Il est en outre ressorti de l'analyse que la plupart des travaux effectués par d'autres organisations internationales étaient axés sur la mise au point et l'amélioration de systèmes d'échange d'informations sur des produits interdits, strictement réglementés ou retirés du marché dans les pays exportateurs parce qu'ils représentaient un danger pour la santé publique, la sécurité et l'environnement. Ces systèmes, tout en admettant que c'est au pays importateur qu'il incombe d'adopter des mesures en vue de protéger la santé des personnes et l'environnement, visent à faire en sorte que les autorités ou les entreprises

---

<sup>29</sup>Ces définitions ont finalement été fondées sur celles qui avaient déjà été élaborées pour les produits chimiques, les pesticides, les engrais et les produits pharmaceutiques interdits ou strictement réglementés et qui étaient utilisées dans les instruments internationaux suivants: Directives de Londres applicables à l'échange de renseignements sur les produits chimiques qui font l'objet du commerce international, modifiées en 1989 (PNUE), Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides (FAO), Système de certification de la qualité des produits pharmaceutiques entrant dans le commerce international (OMS) et Liste récapitulative des produits dont la consommation et/ou la vente sont interdites, rigoureusement réglementées et/ou non approuvées par les gouvernements (ONU).

des pays exportateurs fournissent des informations pour permettre aux pays importateurs de juger en connaissance de cause les produits en question.

29. L'analyse a par ailleurs montré que certaines de ces organisations avaient également travaillé à l'élaboration de principes et de directives que les pays exportateurs et les pays importateurs voudraient peut-être adopter pour réglementer le commerce de ces produits. Ces travaux portent notamment sur la notification préalable aux autorités désignées des pays importateurs du fait que des produits chimiques, des pesticides ou des produits pharmaceutiques qui vont être exportés sont interdits ou strictement réglementés dans le pays exportateur, afin de leur permettre de décider s'ils doivent importer ces produits ou non; l'élaboration du principe du "consentement préalable donné en connaissance de cause", en vertu duquel un pays exportateur n'autoriserait l'exportation de certains produits chimiques, pesticides ou engrais interdits ou strictement réglementés que si le pays importateur consent par écrit à cette importation; et l'interdiction, s'il y a lieu et si cela est possible, des exportations de marchandises considérées comme étant en elles-mêmes dangereuses au point de représenter un danger grave et direct pour la vie des personnes ou pour la santé et la sécurité des consommateurs.<sup>30</sup>

#### Faits nouveaux récents en rapport avec la question à l'étude

##### *Faits nouveaux pertinents concernant les instruments internationaux énumérés à l'annexe I de la Décision*

30. L'annexe I du projet de décision énumère les neuf instruments internationaux reconnus comme étant en rapport avec l'objet de la décision. Ces instruments sont les suivants: Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, Directives de Londres applicables à l'échange de renseignements sur les produits chimiques qui font l'objet du commerce international, modifiées en 1989 (tous administrés par le PNUE); Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides (administré par la FAO); Système de certification de la qualité des produits pharmaceutiques entrant dans le commerce international (OMS); Convention sur les substances psychotropes de 1971 et Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le Protocole de 1972 (ONU), et Convention concernant la sécurité dans l'utilisation des produits chimiques dans le travail (OIT). Deux autres instruments mentionnés sont la Liste récapitulative des produits dont la consommation et/ou la vente sont interdites, rigoureusement réglementées et/ou non approuvées par les gouvernements (ONU) qui est un document de référence contenant des renseignements sur ces produits, et la Recommandation concernant l'innocuité des biens de consommation et les procédures de rappel des produits dangereux vendus au public (OCDE) qui contient également des renseignements sur les biens de consommation pour les pays de l'OCDE.

31. Les faits intervenus récemment en ce qui concerne le Protocole de Montréal, la Convention de Bâle et les Directives de Londres sont exposés dans le document PC/SCTE/W/3 du 13 octobre 1994. Plusieurs d'entre eux revêtent un intérêt particulier pour la question des produits interdits sur le marché intérieur. Premièrement, en ce qui concerne le **Protocole de Montréal**, en vertu des amendements de Copenhague, le calendrier de l'élimination des substances réglementées relevant des annexes A (les CFC visés à l'origine et trois halons) et B (produits chimiques ajoutés en vertu des amendements de Londres: autres CFC entièrement halogénés, tétrachlorure de carbone et méthylchloroforme) a été écourté. La production et l'utilisation de halons dans les pays développés ont été progressivement éliminées pour le 1er janvier 1994 et celles des CFC relevant des deux annexes doivent l'être d'ici au 1er janvier 1996. En outre, en vertu des amendements de Copenhague, une annexe C a été ajoutée comprenant les substances réglementées suivantes: hydrobromofluorocarbones (HBFC), hydrochlorofluorocarbones (HCFC) et bromure de méthyle. La consommation et la production des

---

<sup>30</sup>L/6459/Rev.1, page 23.

HBFC doivent être éliminées d'ici à 1996 et celles des HCFC d'ici à 2030. L'utilisation de bromure de méthyle doit être gelée d'ici à 1995 et fera l'objet d'autres mesures de réglementation après un complément d'étude.

32. Par ailleurs, en ce qui concerne le Protocole de Montréal, à la cinquième réunion des Parties en novembre 1993, il a été établi qu'il était techniquement impossible d'imposer une interdiction ou des restrictions à l'importation de produits qui sont fabriqués à l'aide des substances réglementées relevant de l'annexe A mais qui n'en contiennent pas. A la sixième réunion des Parties, en octobre 1994, il a été décidé qu'il n'était ni possible ni nécessaire d'élaborer une liste de produits contenant les substances réglementées relevant de l'annexe B en vue d'interdire l'importation de produits contenant ces substances en provenance de non-Parties. Cela avait été fait pour l'annexe A, mais a été jugé inutile pour l'annexe B étant donné que le calendrier de l'élimination des substances relevant de cette annexe a été écourté à Copenhague.

33. Pour ce qui est de la **Convention de Bâle**, il convient de noter deux faits nouveaux en rapport avec la question des produits interdits sur le marché intérieur. Il s'agit premièrement de la décision qui a été adoptée à la deuxième session de la Conférence des Parties tenue en mars 1994 et qui vise à interdire toutes les exportations de déchets dangereux destinés à être éliminés définitivement, en provenance de pays de l'OCDE vers des pays n'appartenant pas à l'OCDE, et à supprimer, d'ici au 31 décembre 1997, tous les mouvements transfrontières de déchets dangereux, des pays de l'OCDE vers des pays n'appartenant pas à l'OCDE, en vue de leur recyclage ou de leur récupération. Les mouvements transfrontières de déchets dangereux entre les pays de l'OCDE et entre les pays n'appartenant pas à l'OCDE se poursuivront dans le cadre des procédures du consentement préalable donné en connaissance de cause instituées par la Convention. A sa toute dernière réunion (12-16 décembre 1994), le Comité spécial pour l'application de la Convention de Bâle a adopté une décision par laquelle il demandait instamment aux Parties de communiquer au secrétariat des renseignements sur leur législation nationale pertinente d'ici à février 1995 afin qu'un rapport complet puisse être présenté à la troisième session de la Conférence des Parties (qui aura lieu du 18 au 22 septembre 1995).

34. A sa deuxième session, la Conférence des Parties a également adopté une décision visant à convoquer un Groupe de travail constitué d'experts juridiques et techniques chargé d'étudier et de mettre au point un projet de protocole sur la responsabilité et l'indemnisation en cas de dommage résultant des mouvements transfrontières et de l'élimination des déchets dangereux. Ce Groupe s'est réuni pour la deuxième fois du 10 au 14 octobre 1994. Le Protocole a pour objet d'établir un régime général définissant la responsabilité et prévoyant une indemnisation adéquate et rapide, y compris la remise en état de l'environnement, en cas de dommage résultant du mouvement transfrontières et de l'élimination de déchets dangereux et d'autres déchets. Des projets d'articles ont été élaborés, mais avec beaucoup de passages entre crochets, et ils feront l'objet d'un examen plus approfondi à la prochaine réunion du Groupe qui se tiendra du 3 au 7 avril 1995. L'article 4 - "Responsabilité" - contient trois variantes selon lesquelles est considéré comme responsable du dommage le producteur ou l'exportateur et/ou toute personne, y compris l'éliminateur, le courtier et/ou l'importateur, qui soit a le contrôle des déchets dangereux, soit est concerné par le mouvement transfrontières ou l'élimination des déchets dangereux, ou toute personne qui au moment de l'incident a le contrôle opérationnel des déchets. Certaines exceptions sont prévues dans l'article. En cas de trafic illicite, toutes les personnes impliquées sont responsables. En outre, pour ce qui est de l'indemnisation en cas de perte ou de dommage, le demandeur peut demander à bénéficier des formes ou modalités d'indemnisation prévues dans la loi applicable. S'agissant de l'indemnité pour atteinte à l'environnement, il est dit que si l'environnement peut être remis en état, elle sera limitée aux coûts des mesures de remise en état effectivement prises ou à prendre. Si la remise en état n'est pas possible deux variantes sont proposées pour calculer l'indemnité. L'article 7 dispose que les Parties qui sont des Etats d'exportation, de transit ou d'importation veillent à ce que la responsabilité en vertu du Protocole soit couverte par une assurance, une caution ou une autre garantie

financière. L'article 8 prévoit la création d'un fonds international afin de pouvoir intervenir immédiatement en cas d'urgence et de pouvoir assurer l'indemnisation lorsque l'indemnisation du dommage prévue par le régime de responsabilité civile est insuffisante ou inexistante.

35. L'article 13, portant sur la relation avec d'autres accords bilatéraux, multilatéraux et régionaux comporte quatre variantes en cas de conflit entre les dispositions du Protocole et les dispositions relatives à la responsabilité et à l'indemnisation contenues dans un autre accord ou arrangement international:

- Les dispositions du Protocole l'emportent, pour autant qu'elles soient plus favorables au demandeur [compte tenu notamment des intérêts des pays en développement].
- Sauf si toutes les Parties concernées sont Parties à un accord international distinct sur la responsabilité et l'indemnisation dans le cas de transport terrestre, aérien ou maritime, les dispositions du Protocole l'emportent, pour autant qu'elles soient plus favorables au demandeur [compte tenu notamment des intérêts des pays en développement].
- Les dispositions du Protocole l'emportent, à moins que le dommage ne concerne des déchets qui sont expressément visés par des instruments internationaux ou régionaux relatifs à la responsabilité et à l'indemnisation dans le cas de transport terrestre, aérien ou maritime.
- Sauf si toutes les Parties concernées sont parties à un accord international distinct sur la responsabilité et l'indemnisation dans le cas de transport terrestre, aérien ou maritime, le demandeur a le droit de choisir le régime qui s'appliquera aux fins de l'indemnisation.

36. Enfin, il convient de noter que le Comité spécial a demandé au secrétariat d'effectuer une évaluation de l'efficacité de la Convention pour la troisième session de la Conférence des Parties en 1995. Cette étude prendra notamment pleinement en considération le mécanisme institutionnel établi par la Convention de Bâle ainsi que les faits nouveaux qui sont survenus dans le cadre de la Convention et tiendra compte de l'expérience acquise en vertu d'autres accords environnementaux multilatéraux.

37. En ce qui concerne les **Directives de Londres**, le document PC/SCTE/W/3 donne un aperçu de l'état actuel de leur mise en oeuvre. Les discussions visant à mettre au point un instrument juridiquement contraignant pour l'application de la procédure du consentement préalable donné en connaissance de cause (procédure PIC) revêtent un intérêt particulier. Une Equipe spéciale a été créée pour examiner les modalités d'un tel instrument et elle a tenu deux réunions auxquelles ont participé des experts des gouvernements et des représentants des organisations intéressées. Elle a passé en revue les résultats obtenus pendant la première année où la procédure PIC était pleinement appliquée et a mis au point une série d'éléments devant être inclus dans l'instrument juridiquement contraignant. Ces éléments concernent les objectifs, le champ d'application, les exemptions, les définitions et les obligations générales qui peuvent être négociés pour être incorporés à l'instrument final. Une réunion consultative informelle a eu lieu les 1er et 2 décembre 1994 pour examiner les questions liées à ces éléments. Les participants ont donné leur avis et formulé des recommandations à ce sujet, en vue de préparer un premier texte de négociation pour une convention PIC. A cette réunion, le calendrier suivant a été proposé pour l'élaboration d'une telle convention, sous réserve des décisions pertinentes que le Conseil d'administration du PNUE prendra en mai 1995:

Septembre-octobre 1995: réunion d'experts désignés par les gouvernements sur les questions d'organisation;

Décembre 1995-janvier 1996: première session d'une réunion de négociation intergouvernementale chargée d'élaborer une convention PIC;

Avril-mai 1996: deuxième session de la réunion de négociation intergouvernementale;

Octobre-novembre 1996: troisième session de la réunion de négociation intergouvernementale et conférence plénipotentiaire pour adopter la convention.

Il a été convenu que le Directeur exécutif du PNUE s'efforcerait d'obtenir, à la prochaine réunion du Conseil d'administration qui se tiendra en mai 1995, l'autorisation d'entamer les négociations pour la mise au point d'un instrument juridiquement contraignant pour l'application de la procédure PIC, en vue d'achever l'élaboration de cet instrument si possible d'ici à 1997, ayant pris note de l'accord donné à ce sujet par le Conseil de la FAO.

38. L'instrument viserait à rendre juridiquement contraignante la procédure PIC, y compris son application, sur la base de la procédure énoncée dans les Directives de Londres et dans le Code international de conduite de la FAO (figurant également à l'annexe I de la Décision reproduite dans le document du GATT L/6872). A la réunion de décembre, plusieurs participants ont indiqué que la réglementation des produits et de leur utilisation devait également être traitée dans la convention, alors que d'autres ont estimé que chaque gouvernement devait en assumer la responsabilité. Il a également été noté que les responsabilités respectives des pays importateurs et des pays exportateurs devaient être clairement définies dans les objectifs. S'agissant du champ d'application, la convention pourrait s'appliquer "aux produits chimiques interdits ou strictement réglementés pour des raisons liées à la santé et à l'environnement" et "aux préparations de pesticides dangereux susceptibles de poser des problèmes pour la santé [et/ou pour l'environnement] étant donné leurs conditions d'utilisation dans les pays en développement qui ne disposent pas d'une infrastructure adéquate".<sup>31</sup> Actuellement, les procédures PIC applicables aux préparations de pesticides dangereux ne tiennent pas compte des dommages causés à l'environnement. Il a également été proposé d'étendre le champ d'application aux produits chimiques dangereux et aux déchets chimiques. D'autres, par contre, ne voulaient pas rendre la procédure PIC trop lourde en l'étendant à un aussi grand nombre de produits chimiques. La procédure ne devrait viser que les produits chimiques qui posent des problèmes pour la santé et/ou l'environnement vu leurs conditions d'utilisation dans les pays en développement. En outre, les déchets chimiques sont déjà réglementés par la Convention de Bâle. A la réunion de décembre, il a été convenu que le secrétariat établirait un document passant en revue les critères régissant le choix des produits chimiques devant être pris en compte dans le cadre de la procédure PIC. Il a été suggéré que l'exportation de produits chimiques dangereux ne relevant pas de la procédure PIC pouvait être réglementée par des prescriptions appropriées en matière de classification, d'emballage et d'étiquetage.

39. S'agissant des obligations, les Parties devraient échanger des informations sur les produits chimiques entrant dans le commerce international, renforcer les infrastructures et institutions nationales existantes pour appliquer la procédure PIC, y compris les décisions relatives aux importations, et interdire les exportations contrevenant aux décisions des pays d'importation prises en application du principe du consentement préalable donné en connaissance de cause, coopérer avec d'autres Parties et recourir à de saines pratiques de gestion pour la vente et l'achat de pesticides. Dans le cadre des éléments, des procédures spécifiques ont été mises au point concernant ces obligations. A la réunion de décembre, il a été souligné qu'en plus des mesures réglementaires, et pour atteindre les objectifs de ces dernières, il faudrait prévoir des mesures non réglementaires comme des stimulants économiques et des mémorandums d'accord.

40. En outre, à la réunion de décembre, plusieurs participants ont été d'avis qu'il fallait interdire l'exportation de produits chimiques prohibés sur le marché intérieur. Cette proposition est apparue comme le pendant de l'interdiction formulée dans la Convention de Bâle pour les déchets dangereux. D'autres représentants n'étant pas d'accord avec cette approche, il a été convenu que le secrétariat établirait une étude sur des cas réels d'exportation de produits chimiques interdits sur le marché intérieur

---

<sup>31</sup>UNEP/PIC/WG.1/4/5, 15 avril 1994, page 21.



qui servirait de base à de nouveaux débats. L'étude examinerait aussi les incidences d'une telle interdiction d'exporter. Le gouvernement parrainant cette initiative a dit qu'il espérait que l'étude serait achevée d'ici au 1er avril 1995 pour que la question puisse être examinée à la prochaine session du Conseil d'administration du PNUE en mai 1995.

41. Les éléments prévoient également la possibilité d'inclure des dispositions relatives aux échanges commerciaux "compte tenu des progrès accomplis depuis [l']adoption [des Directives de Londres] en ce qui concerne l'examen des liens entre les politiques de l'environnement et les politiques commerciales et de la nécessité de veiller à ce que la capacité de prendre des mesures pour protéger la santé humaine et l'environnement soit intégralement maintenue".<sup>32</sup> Ils comprennent notamment ce qui suit:

"a) Les Parties devraient s'assurer que les mesures ou les activités de contrôle concernant un produit chimique importé à propos duquel des informations ont été reçues en application du présent instrument ne sont pas plus restrictives que celles qui s'appliquent au même produit chimique fabriqué pour être utilisé dans le pays ou importé d'un autre Etat que celui qui a fourni les informations, étant entendu que les autorités gouvernementales ont le droit de prendre des mesures susceptibles d'avoir dans certaines circonstances et certaines conditions un effet [discriminatoire] [restrictif sur le commerce] pour protéger la santé et l'environnement (références: version modifiée des Directives de Londres, directive 2 d); GATT, art. XX b) g) ...);

b) Les dispositions devraient aussi reconnaître le droit des autorités gouvernementales de prendre des mesures de protection de la santé et de l'environnement plus rigoureuses que celles qui sont préconisées dans le présent instrument.

Note: Le libellé exact des termes figurant entre crochets dans le paragraphe ... ci-dessus est à l'examen."

42. En outre, les éléments prévoient d'éventuelles dispositions concernant la réglementation des échanges commerciaux avec les non-Parties, et notamment ce qui suit:

"On pourrait prévoir des mesures concernant la réglementation du commerce des produits chimiques soumis à la procédure PIC avec des non-Parties (référence: Protocole de Montréal, art. 4).

Note: Il est proposé d'interdire le commerce des produits chimiques soumis à la procédure PIC entre Parties et non-Parties. La réunion a noté que l'examen de cette question appelait une étude approfondie."<sup>33</sup>

A la réunion de décembre, il a été convenu qu'il fallait envisager de prendre en considération cette question dans la négociation de la convention, y compris ses aspects commerciaux. Le représentant du GATT assistant à la réunion a informé les délégations des travaux en cours sur la relation entre les dispositions commerciales des accords environnementaux multilatéraux et celles de l'Accord général et des règles du GATT en rapport avec cette question. Les représentants des gouvernements sont convenus qu'il fallait effectuer une étude à ce sujet, eu égard aux travaux sur le commerce et l'environnement engagés dans le cadre du GATT/de l'OMC. Il a été suggéré de tenir compte des dispositions des conventions et protocoles pertinents pour examiner la question et d'étudier, outre les

---

<sup>32</sup>Ibid., page 34.

<sup>33</sup>Ibid., page 35.

mesures commerciales multilatérales, le rôle de mesures commerciales unilatérales, comme une interdiction d'importer appliquée par un pays.

43. Il convient enfin de noter que les éléments prévoient des dispositions concernant les relations avec d'autres conventions internationales, et notamment ce qui suit:

"Les dispositions du présent instrument ne modifient en rien les droits et obligations découlant pour une Partie d'un accord international existant, sauf si l'exercice de ces droits ou le respect de ces obligations était contraire à l'objet du présent instrument (référence: Convention sur la diversité biologique, art. 22, par. 1). Il est nécessaire de tenir compte des conventions en vigueur qui pourraient avoir un rapport avec le présent instrument, telles que la Convention de Bâle.

Note: On a jugé nécessaire d'examiner les relations avec d'autres conventions pertinentes en ce qui concerne les obligations et les autres incidences juridiques ..."<sup>34</sup>

44. Le secrétariat du GATT continuera de suivre les faits nouveaux concernant ces instruments internationaux ainsi que les autres instruments énumérés à l'annexe I. Il établira des addenda au présent document, selon qu'il conviendra, pour l'information des délégations.

*Faits nouveaux pertinents survenus dans le cadre du GATT*

45. Depuis juillet 1991, moment où le mandat du Groupe de travail de l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur et d'autres substances dangereuses est venu à expiration, les travaux sur les questions générales touchant le commerce et l'environnement ont été effectués par le Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et au commerce international. Ce Groupe a tenu des réunions entre novembre 1991 et janvier 1994. En particulier, l'analyse et les débats portant sur le premier point de son programme de travail - dispositions commerciales d'accords multilatéraux concernant la protection de l'environnement par rapport aux principes et dispositions du GATT - peuvent mettre en lumière certaines préoccupations qui sont apparues dans le cadre des travaux concernant les produits prohibés sur le marché intérieur et qui pourraient continuer de se manifester, notamment pour ce qui est des relations entre les dispositions du GATT et celles d'autres accords internationaux et de l'application hors du territoire et du domaine de compétence nationaux. Au cours des travaux consacrés aux produits interdits sur le marché intérieur, certaines de ces questions ont effectivement été soulevées et ont donné lieu à des débats préliminaires. Un résumé de ces débats est donné à l'annexe I de la présente note pour que les délégations puissent se faire une idée des préoccupations qui se sont fait jour concernant le projet de décision reproduit dans le document L/6872 et voir comment la réflexion a évolué sur ces questions.

46. La présente note ne vise pas à rendre compte en détail des débats qui ont eu lieu à ce sujet au Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international. On trouvera un exposé circonstancié de l'analyse et de la réflexion qui se sont dégagées des travaux du Groupe dans le rapport que son Président, M. l'Ambassadeur Ukawa, a présenté aux PARTIES CONTRACTANTES, à leur quarante-neuvième session (L/7402). En outre, ces questions ainsi que celle du règlement des différends dans le cadre des obligations découlant des accords environnementaux multilatéraux, continueront d'être examinées au Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC. Il y aura probablement un large chevauchement d'activités à mesure que le Comité abordera les points respectifs de son programme de travail.

---

<sup>34</sup>Ibid.

47. Lorsqu'elle a demandé au secrétariat d'établir la présente note, une délégation a estimé qu'il y aurait peut-être lieu aussi d'examiner les faits nouveaux concernant l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires issus du Cycle d'Uruguay. Il appartient certes aux gouvernements de déterminer, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la relation existant entre les obligations découlant de ces nouveaux accords et le travail concernant les produits interdits sur le marché intérieur, mais il peut être bon de noter que dans le cadre du Groupe de travail de l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur et d'autres substances dangereuses, on s'est efforcé de définir les termes de manière à limiter le champ d'application au nombre restreint de produits faisant l'objet d'une interdiction ou d'une réglementation stricte parce qu'ils présentaient "un danger grave et direct" pour la vie et la santé des personnes ou des animaux ou pour la préservation des végétaux. A cet égard, on s'est employé à distinguer ces mesures de réglementation des normes de produit et règlements techniques mieux connus des parties contractantes en raison de l'Accord relatif aux obstacles techniques au commerce. Etant donné que l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires n'existait pas lorsque le Groupe de travail de l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur et d'autres substances dangereuses était en activité, on n'a pas examiné en quoi il pourrait concerner ce groupe de produits spécifique. Toutefois, si les travaux futurs concernant les produits interdits sur le marché intérieur s'étendent aux produits agricoles, comme les végétaux et les animaux, ou les produits alimentaires, tels que les additifs, il faudra probablement étudier le rapport entre l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires et ces travaux.

## ANNEXE I

### Résumé des débats qui ont eu lieu au Groupe de travail de l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur et d'autres substances dangereuses sur les relations entre les dispositions du GATT et celles d'autres accords internationaux et sur les mesures appliquées hors du territoire et du domaine de compétence nationaux

1. A la quatrième réunion du Groupe de travail, un document du secrétariat (DPG/W/6) a alimenté un débat sur l'interprétation de l'article XX, mais l'un et l'autre n'ont guère eu de suite. On pouvait lire dans le document, à propos de l'article XX, après un exposé des conditions énoncées dans le chapeau, ce qui suit:

"i) ... Aux termes de l'alinéa b) de l'article XX, des pays peuvent prendre les mesures qu'ils jugent nécessaires à la protection de "la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux", pour interdire les importations ou les exportations de certains produits ou de certaines substances. Les dispositions de cet alinéa peuvent aussi s'appliquer dans les cas où, pour protéger la santé de ses consommateurs, un pays importateur impose des normes plus élevées (telles que celles qui peuvent être appliquées dans le pays exportateur pour les ventes sur le marché intérieur) que celles qui visent des produits et substances analogues d'origine nationale, en ce qui concerne le conditionnement et l'étiquetage de certains produits importés qui sont jugés intrinsèquement dangereux. Même si ces prescriptions peuvent être considérées comme étant incompatibles avec le principe du traitement national consacré dans l'article III, elles pourraient être justifiées au titre de l'article XX si elles ne constituent pas une restriction déguisée au commerce international et ne sont pas appliquées de façon à causer une discrimination arbitraire ou injustifiée.

ii) ... Les dispositions de l'alinéa d) qui, entre autres choses, autorisent les pays à prendre des mesures à l'importation et à l'exportation pour "empêcher les pratiques de nature à induire en erreur" peuvent justifier certaines dispositions des conventions et instruments juridiques établis:

- i) qui exigent que les exportations de produits soumis à un système d'homologation et d'enregistrement préalables dans le pays exportateur soient accompagnées de certificats indiquant pourquoi le produit n'est pas enregistré ou autorisé à être vendu sur le marché intérieur, ou
- ii) qui exigent, pour les exportations de produits et de substances qui sont ou peuvent être dangereux, que des informations soient données en ce qui concerne les conditions régissant leur vente sur le marché intérieur et leurs effets nocifs sur la santé et l'environnement.

iii) ... L'alinéa g), qui se rapporte à la conservation des ressources naturelles, peut s'appliquer aux dispositions ayant trait au commerce du Protocole de Montréal, lesquelles donnent des indications d'ordre juridique pour la réduction de la consommation, de la production, des importations et des exportations de certaines substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

La nature permissive des dispositions de l'article XX est connue. Celui-ci permet aux pays de prendre certaines mesures intérieures susceptibles d'être par ailleurs incompatibles avec l'Accord général. Cependant, il importe de noter à cet égard qu'à l'alinéa h) de l'article il est reconnu que, dans le cas d'un accord sur un produit de base négocié au niveau

international, les pays peuvent convenir de respecter des obligations de caractère impératif (pour réguler la production et/ou imposer des restrictions à l'importation et à l'exportation) dont certaines ne sont pas forcément compatibles avec les dispositions fondamentales de l'Accord général, mais sont jugées nécessaires pour atteindre les objectifs de l'accord en question ..."

2. Toujours à la quatrième réunion, une délégation a noté à propos du document DPG/W/6, que les dispositions de l'article XX b) et d) " ... étaient permissives; il serait donc nécessaire d'imposer des obligations plus contraignantes pour interdire ou restreindre l'exportation de ces produits. Dans le cas des déchets dangereux et toxiques, ce principe pourrait aller plus loin et rendre obligatoire l'élimination de ces déchets sur le territoire du pays où ils ont été produits. Il a été reconnu que s'obstiner à réclamer dans ces cas l'interdiction des exportations pourrait causer un déséquilibre, mais en fait, de tels cas seraient probablement peu fréquents."<sup>35</sup> Une autre délégation a déclaré que le document DPG/W/6 semblait donner à entendre que les dispositions normales de l'Accord général et les exceptions qu'il prévoyait laissaient une très grande latitude pour prendre des mesures visant à contrôler les exportations pour des raisons touchant à la santé et à l'environnement et faisaient ressortir la nécessité de renforcer les disciplines énoncées dans les arrangements existants. Une autre délégation pouvait difficilement accepter que les normes nationales soient obligatoirement applicables aux marchandises d'exportation, car il pourrait en résulter une situation commerciale déloyale où un exportateur dont les normes nationales seraient les moins rigoureuses serait avantagé par rapport à d'autres fournisseurs, qui se conformeraient tous aux prescriptions du pays importateur. Cependant, une autre délégation a déclaré que les normes qui étaient bonnes pour un pays l'étaient également pour un autre. Elle a ajouté que le fait d'exporter vers d'autres pays des produits non conformes aux normes, tout en sachant qu'ils étaient dangereux pour la santé ou l'environnement, était répréhensible non seulement du point de vue moral, mais aussi à tous autres égards.<sup>36</sup> Une délégation a indiqué qu'elle ne serait peut-être pas en mesure d'accepter l'interprétation donnée dans le document selon laquelle l'article XX pourrait être utilisé pour justifier l'application aux importations de normes plus strictes que celles qui sont imposées aux marchandises d'origine nationale. Une autre a dit qu'à son avis, l'article XX autoriserait des restrictions et d'autres mesures ainsi que des interdictions totales. Elle a ajouté que l'alinéa b) de l'article XX n'autorisait des restrictions à l'importation et à l'exportation que si des restrictions semblables étaient appliquées aux marchandises vendues sur le marché intérieur.

3. A la sixième réunion, il y a eu un nouveau débat sur ces questions en réponse à un texte de décision proposé par la CE (DPG/W/9, voir paragraphe 17):

"En ce qui concerne les mesures internationales, certaines délégations, tout en appuyant globalement la proposition énoncée dans le document DPG/W/9, ont mentionné les questions juridiques complexes qui risquaient de se poser si l'on imposait aux parties contractantes à l'Accord général des obligations contraignantes découlant d'autres accords internationaux. Trois délégations ont estimé qu'un accord négocié au GATT devrait nécessairement être formulé selon la clause de l'effort maximal, le GATT ne pouvant imposer aux parties contractantes l'obligation d'accepter et d'appliquer les instruments adoptés dans le cadre d'autres organisations internationales. Le représentant de la Communauté économique européenne a expliqué que sa proposition n'avait qu'un caractère d'exhortation en ce qui concerne les obligations fondamentales énoncées dans les instruments des autres organisations."<sup>37</sup>

---

<sup>35</sup>Spec(90)12, page 2.

<sup>36</sup>Ibid.

<sup>37</sup>Spec(90)27, page 2.

Le représentant de la Communauté a invoqué, au sujet de sa proposition, le précédent de l'Accord relatif aux obstacles techniques au commerce. Il a dit qu'au titre de cet accord, les parties contractantes étaient encouragées à appliquer les normes internationales adoptées par l'ISO ou par d'autres organisations internationales le cas échéant. C'était le modèle auquel il avait songé.

4. A la même réunion, il y a eu également un débat sur la question du règlement des différends à propos d'un texte de décision proposé par le Nigéria et le Cameroun (DPG/W/8, voir paragraphe 17):

"Une autre [délégation] croyait comprendre que tout différend qui surviendrait dans le contexte d'un accord dans ce domaine serait un différend portant sur les obligations qui découlent de l'Accord général et non d'autres accords internationaux. Cependant, du fait que l'Accord général n'impose pas d'obligation de restreindre le commerce et n'autorise de restrictions qu'au titre de son article XX, un intervenant a demandé comment le fait de ne pas restreindre le commerce des produits en cause pourrait donner lieu à un différend au titre de l'Accord général. La délégation nigériane a répondu que ces dispositions concernant le règlement des différends avaient été incluses car sa délégation estimait que le pays causant le dommage devrait être tenu de verser des indemnités. Si l'on avait introduit le concept de mesures provisoires c'était parce que les produits en cause étaient dangereux et que le fait d'attendre que le différend soit résolu pour en interdire le commerce pourrait comporter des risques pour la santé et l'environnement."<sup>38</sup>

5. A la septième réunion, à propos de l'obligation énoncée dans la Décision selon laquelle une partie contractante qui interdit ou réglemente strictement un produit sur son marché intérieur devrait examiner s'il faudrait adopter des mesures équivalentes pour l'exportation de ce produit (L/6872, article 3.1):

"Une ... délégation s'est demandé si, comme le laissait entendre l'article 3.1 [de la Décision], un pays avait le droit d'inclure un élément extraterritorial dans sa législation nationale. Une autre délégation a déclaré que l'interdépendance mondiale était une réalité et que l'article 3.1 énonçait un principe fondamental, celui de la responsabilité à l'échelle mondiale, que les nations devaient accepter. De plus, le profit ne devait pas être le seul motif du commerce; il fallait aussi tenir compte des préoccupations que suscitait la protection de la santé et de l'environnement à l'échelle de la planète, en particulier dans les pays qui n'avaient pas les moyens de s'occuper de ces questions de manière satisfaisante quand il s'agissait de leurs importations. Cette délégation a par ailleurs suggéré d'employer des mots plus forts au paragraphe 3.2 afin de faire ressortir ce qui, à son avis, devait être un objectif commun de la réglementation et de la surveillance du commerce de ces produits. Une autre délégation a indiqué que l'article 3, qui était une clause d'effort maximal, ne posait aucun problème. Elle a ajouté que la deuxième phrase de l'article 3.1, qui traitait de la non-discrimination, était importante car la législation pouvait beaucoup varier d'un pays à l'autre, ce qui risquait d'ouvrir la voie à la discrimination."<sup>39</sup>

6. Toujours à cette réunion, à propos du règlement des différends:

"... une délégation a souligné que les mécanismes de règlement des différends du GATT ne pouvaient pas être utilisés pour déterminer s'il était ou non satisfait aux obligations découlant d'autres accords internationaux et que l'on ne pouvait pas assurer le respect d'autres obligations contractées au plan international par l'intermédiaire du GATT. Deux délégations ont noté qu'il

---

<sup>38</sup>Ibid.

<sup>39</sup>Spec(90)36, page 2.

conviendrait de suivre les débats du Groupe de négociation s'occupant des procédures de règlement des différends dans le cadre de l'Uruguay Round. Une autre délégation a estimé qu'il faudrait inclure le concept de mesures provisoires au cours des procédures de règlement des différends et celui de compensation pour les dommages subis.<sup>40</sup>

7. A la huitième réunion, il y a eu un débat sur l'article 3 et les dispositions relatives au règlement des différends:

"Deux délégations craignaient que les dispositions de l'article 3.1 n'aient de lourdes conséquences pour l'ensemble des règles du GATT. L'une d'elles a suggéré un libellé pour remplacer la partie de cet article qui invitait instamment les délégations à examiner la situation en dehors de leurs propres territoires dans le but d'identifier des situations dans lesquelles elles percevraient l'existence d'un grave risque ou danger pour la vie et la santé des personnes et des animaux ou pour la préservation des végétaux. Cette délégation a suggéré d'accompagner ce nouveau libellé d'un paragraphe, inséré dans le préambule, qui formulerait de façon plus générale le concept de responsabilité extraterritoriale partagée. Toutefois, une autre délégation a estimé que le fait de spécifier des situations créerait des limites inopportunes, car le danger qui menaçait l'environnement était souvent un lent processus, qui n'était pas toujours direct ni facile à préciser. Une délégation a noté que l'article 3.1 n'expliquait pas comment un pays procéderait pour accorder toute l'attention possible à la protection de la vie et de la santé des personnes et des animaux et à la préservation des végétaux sur le territoire d'autres pays. A son avis, la procédure de consultation entre exportateur et importateur qui constituerait un élément de responsabilité partagée de nature à prévenir le commerce de produits dangereux, faisait défaut. Cette délégation était convaincue qu'il serait plus opportun de créer des mécanismes sur le modèle des procédures du consentement préalable donné en connaissance de cause qui permettrait aux pays importateurs de commencer par enregistrer et disséminer leurs décisions concernant l'importation et l'utilisation de produits dont le commerce est interdit ou strictement réglementé sur le territoire d'autres pays. Les deux délégations, cependant, ont souligné l'importance de l'article 3.1 qui incorpore l'un des concepts-clés de la décision. L'une d'elles a noté que l'intention de cet article était non pas d'inciter les exportateurs à s'immiscer dans les affaires intérieures d'autres pays, mais à assumer une certaine responsabilité à l'égard de produits qui sont réputés être dangereux et dont l'utilisation pourrait avoir des conséquences pour ces autres pays. L'autre délégation a insisté sur l'idée que l'article devrait contenir trois éléments fondamentaux: adoption de règles et réglementations internes pour interdire ou restreindre le commerce de certains produits dans le pays exportateur; examen de l'interdiction ou de la restriction des exportations de ces produits; enfin, examen des effets de ces produits sur des pays tiers. Elle a suggéré un libellé révisé de l'article 3.1 pour reprendre ces idées et assurer que les parties contractantes s'engageraient à renforcer leur coopération à cet égard."<sup>41</sup>

"Plusieurs délégations étaient préoccupées de l'existence d'un lien éventuel entre les dispositions relatives au règlement des différends figurant à l'article 9 de la décision et les dispositions des autres instruments internationaux énumérés à l'annexe II. Elles sont convenues que les dispositions du GATT relatives au règlement des différends ne pourraient pas être utilisées pour obliger des parties contractantes à l'Accord général à remplir leurs obligations aux termes des autres instruments internationaux énumérés à l'annexe II. L'une de ces délégations a contesté la nécessité de cet article étant donné que la décision, lorsqu'elle aurait été adoptée, ferait partie de l'Accord général et, par conséquent, serait assujettie aux dispositions

---

<sup>40</sup>Ibid., page 3.

<sup>41</sup>Spec(90)39, page 2.

relatives au règlement des différends qui y sont énoncées. Une autre de ces délégations a suggéré que le problème pourrait être résolu en limitant les dispositions relatives au règlement des différends aux aspects se rapportant au commerce qui relèvent de la décision. Elle a ajouté qu'à l'heure actuelle, dans la mesure où les autres instruments contenaient des dispositions se rapportant au commerce, ils pourraient être affectés par la procédure de règlement des différends du GATT. Toutefois, une autre délégation n'a pas accepté que cet article soit limité aux questions se rapportant au commerce, car il serait impossible et illogique de diviser la décision entre ce qui concernait le commerce et ce qui ne le concernait point. Elle a soulevé la question de savoir qui déciderait en la matière. Deux délégations ont souhaité l'insertion de dispositions visant à assurer une compensation en cas de dommages et des mesures provisoires en cas de livraison sans autorisation de produits dangereux. Il a été noté que le concept d'arbitrage, figurant dans la Décision du 12 avril 1989 relative à l'amélioration des règles et procédures de règlement des différends du GATT, pourrait offrir une solution à cet égard. Cependant, une délégation pensait qu'il serait difficile d'insérer une disposition prévoyant une compensation financière, car elle équivaudrait à un accord entre des gouvernements et, en dehors des sociétés commerciales d'Etat, ceux-ci n'étaient pas directement responsables de mesures prises par des sociétés privées."<sup>42</sup>

8. A la neuvième réunion, le débat a porté essentiellement sur la rédaction du texte:

"... [Une délégation] a suggéré que l'on pourrait envisager dans la décision la possibilité de révoquer une mesure d'interdiction d'exporter si une partie contractante faisait savoir qu'elle souhaitait importer le produit en question. Plusieurs délégations ont aussi demandé que soit maintenu le membre de phrase "étant entendu qu'il appartient à chaque pays importateur de déterminer s'il doit autoriser l'importation et l'utilisation des produits visés en fonction de la situation qui lui est propre", figurant dans la quatrième variante, sans toutefois être sûres de l'endroit où il faudrait le placer. Deux délégations ont cependant estimé que ce membre de phrase était inutile car il affaiblissait l'article ..."<sup>43</sup>

9. A la quatorzième réunion, il y a eu un débat sur la relation entre le GATT et les autres instruments internationaux:

"Toutes les délégations sont convenues que la décision ne devait pas faire double emploi avec les autres instruments internationaux applicables en la matière, mais qu'il était essentiel de lui donner un large champ d'application qui couvre tous les produits interdits ou strictement réglementés parce qu'ils sont dangereux ou nocifs. Elles étaient particulièrement préoccupées par le fait que, suivant la proposition, les produits de consommation et les produits alimentaires ne seraient pas couverts. Une délégation a fait observer que, puisque les obligations contenues dans le texte actuel n'étaient pas très sévères, une définition non limitative du champ d'application devrait être parfaitement acceptable, surtout si l'on considérait qu'en fin de compte c'était les gouvernements nationaux qui décideraient de ce qui devait être strictement réglementé ou interdit. L'observateur du PNUE a fait le point des travaux récents en rapport avec la définition des produits chimiques interdits ou strictement réglementés ... [Une délégation] ne pouvait pas ... accepter que les procédures de consentement préalable donné en connaissance de cause soient considérées comme l'équivalent d'une interdiction ou d'une réglementation stricte sur le marché intérieur. Une autre délégation est convenue que les procédures de consentement préalable donné en connaissance de cause pouvaient être considérées comme

---

<sup>42</sup>Ibid., pages 3 et 4.

<sup>43</sup>Spec(91)3, page 2.



des mesures équivalentes, mais uniquement pour les catégories de produits auxquelles s'appliquait un système établi au plan international."<sup>44</sup>

La déclaration du représentant du PNUE est reproduite à l'annexe II de la présente note, car elle donne un exemple du type de questions techniques qui ont été soulevées lors des débats sur le champ d'application et les définitions.

---

<sup>44</sup>Spec(91)60, page 2.

## ANNEXE II

### Déclaration faite par le représentant du Programme des Nations Unies pour l'environnement à la réunion du Groupe de travail de l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur et d'autres substances dangereuses tenue le 16 mai 1991

J'aimerais formuler quelques brèves remarques en rapport avec certaines des déclarations que nous venons d'entendre, d'abord celle de l'honorable délégation des Etats-Unis, puis celles d'autres délégations, au sujet, par exemple, de l'inclusion des produits de consommation dans le champ d'application des Directives de Londres. Lorsque celles-ci ont été adoptées, nous avons, en tant que secrétariat, dû, avec la FAO, commencer à interpréter la façon dont les gouvernements rendent compte à nos organisations des mesures de contrôle prises en vue de prohiber toutes les utilisations - interdiction - ou la plupart des utilisations - réglementation stricte - des produits couverts par le Code de conduite et les Directives de Londres, et, plus particulièrement, par ces dernières. Lorsque nous avons analysé un grand nombre des notifications qui nous avaient été communiquées sur une période d'au moins cinq ans, nous avons eu beaucoup de mal à comprendre à quelle catégorie ou à quel type précis d'utilisation les gouvernements pensaient lorsqu'ils nous signalaient les mesures réglementaires correspondant en gros à une catégorie. Nous avons donc fait une analyse comparative d'un grand nombre de ces notifications ou mesures de contrôle, et en avons communiqué les résultats au groupe mixte d'experts FAO/PNUE établi pour conseiller les deux secrétariats dans l'interprétation des définitions et des notifications en rapport avec des mesures de contrôle. Il nous a été conseillé de voir si l'on pouvait proposer aux gouvernements d'indiquer clairement dans leurs notifications la catégorie générale d'utilisation dans laquelle ils souhaitaient inclure une interdiction ou une réglementation stricte. Les grandes catégories d'utilisations qu'on nous a conseillé d'établir sont les suivantes: produits chimiques pour l'agriculture, y compris les pesticides pour tous types d'utilisation; produits chimiques pour l'industrie; et produits chimiques pour la consommation.

Le groupe d'experts a recommandé d'appliquer la définition d'interdiction lorsqu'il s'agit de produits chimiques dont l'utilisation aurait été prohibée dans l'une de ces grandes catégories, c'est-à-dire que certains produits chimiques susceptibles de se ranger dans plusieurs de ces catégories - et cela n'est pas rare - feraient l'objet d'une interdiction impérative et seraient soumis à la procédure de consentement préalable donné en connaissance de cause lorsqu'ils seraient interdits dans une seule de ces catégories. Un assez grand nombre de produits chimiques sont actuellement utilisés comme pesticides, par exemple, en même temps que pour l'industrie. Il n'est pas rare non plus que des produits chimiques pour l'industrie entrent dans la composition de produits chimiques pour la consommation. La seule chose que nous ait conseillée le groupe d'experts pour résoudre le problème de l'interprétation des interdictions et des restrictions strictes qui nous sont signalées est de recommander aux gouvernements d'indiquer clairement, lorsqu'ils notifient conformément aux Directives de Londres l'interdiction de toutes les utilisations ou de la plupart des utilisations, des prohibitions ou des restrictions strictes, si ces mesures s'appliquent à une seule ou à plusieurs des catégories d'utilisations - produits chimiques pour l'agriculture, pour l'industrie ou pour la consommation. Toutefois, une seule catégorie suffirait. Un certain nombre d'interdictions ou de restrictions strictes actuellement enregistrées dans notre base de données ont été signalées par les gouvernements de pays où, par exemple, l'utilisation de produits chimiques dans des biens de consommation est interdite. On peut citer, entre autres exemples, celui du plomb dans la peinture des jouets pour enfants.

Nous avons récemment soumis cette recommandation du groupe mixte d'experts FAO/PNUE à un groupe de travail composé d'experts gouvernementaux que le Conseil d'administration du PNUE a chargé de faire rapport sur la mise en oeuvre des Directives de Londres et les difficultés rencontrées par les gouvernements à cet égard; nous avons également soumis cette recommandation au Groupe

spécial d'experts gouvernementaux, qui l'a acceptée. Nous avons l'intention de la communiquer très prochainement à tous les organismes nationaux désignés dans les Directives de Londres. A l'heure actuelle, près de 100 pays ont fait savoir qu'ils étaient prêts à participer à l'élaboration d'un guide pratique dans lequel nous demanderions aux gouvernements d'indiquer clairement, lorsqu'ils notifient des produits chimiques conformément aux Directives de Londres, si l'interdiction ou la restriction stricte s'applique à une, à deux ou aux trois catégories d'utilisations, étant entendu qu'une seule suffirait. Il m'est apparu que ces informations avaient de l'importance et méritaient que les délégations y réfléchissent.<sup>45</sup>

---

<sup>45</sup>Spec(91)60, pages 4 et 5.